

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 34 (2008)

Heft: 2

Artikel: Les relations sociales et le voisinage dans les quartiers sensibles en
Allemagne et en France

Autor: Neef, Rainer / Vieillard-Baron, Hervé

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814554>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les relations sociales et le voisinage dans les quartiers sensibles en Allemagne et en France

Rainer Neef* et Hervé Vieillard-Baron**

1 Introduction

Les États européens se trouvent confrontés à la montée des violences urbaines et à la précarisation des ménages résidant principalement dans des poches de pauvreté en situation centrale, sinon dans des quartiers périphériques marginalisés. Pour lutter plus efficacement contre la violence et pour rationaliser l'attribution des aides, l'harmonisation des données sociales est devenue une nécessité. Mais comment harmoniser des classifications qui sont un produit de l'histoire sociale de chaque État et comment rendre compte des particularités locales ? Pour éviter les simplifications hâtives, nous nous proposons ici de faire, par une démarche exploratoire, une typologie des ménages et des relations sociales dans les quartiers sensibles en Allemagne et en France.

Précisément, dans ce texte qui fait la synthèse d'une étude comparative franco-allemande menée par deux équipes de chercheurs entre 1999 et 2002, nous nous appuyons sur des quartiers de taille moyenne, peu médiatisés, et moins emblématiques de la « Politique de la ville » française, ou du programme allemand *Soziale Stadt* que beaucoup d'autres, déjà largement étudiés (*les 4000* à La Courneuve ou *Marzahn* à Berlin par exemple). Elle concerne deux quartiers réputés difficiles de la ville de Kassel (Land de Hesse) et trois quartiers français situés dans les régions Île-de-France et Franche-Comté. Les axes comparatifs, déterminés collectivement, concernent la sociabilité, les modes d'insertion, l'utilisation des aides institutionnelles et les relations de voisinage en s'attachant non seulement aux différentes formes d'entraide et d'activités informelles, mais aussi aux tensions et conflits locaux.

Un questionnaire commun a été élaboré en ce sens et soumis à 141 ménages en Allemagne et 53 ménages en France¹. Pour constituer l'échantillon allemand stratifié, nous avons procédé en trois étapes : une soixantaine d'interviews ont d'abord été effectuées à partir d'un tirage au sort dans la liste des adresses des habitants des deux quartiers ; ensuite, on a utilisé le procédé « snowball », dit de la « boule de neige » (les

* Rainer Neef, Université de Göttingen, Institut für Soziologie, Platz der Göttinger Sieben 3, D-37073 Göttingen, tneef@gwdg.de

** Hervé Vieillard-Baron, Université Paris 10 (200 avenue de la République, 92100-Nanterre), UMR LOUEST 7145, CNRS, herve.vieillard-baron@wanadoo.fr

1 Il faut dire que l'enquête n'est pas assortie d'un petit pécule comme en Allemagne, ce qui a motivé plus particulièrement les ménages très pauvres et, souvent, en grande difficulté.

interviewés ont indiqué d'autres personnes susceptibles de répondre à l'enquête), et enfin, on a compensé la sous-représentation des ménages pauvres par des interviews spécifiques dans le bureau d'aide sociale. En France, nous nous sommes appuyés sur les associations et sur les personnes ressources étant donné la très forte réticence des ménages à répondre directement, et nous avons déterminé, avec les limites liées au petit nombre des enquêtés, un échantillon sur la base du sexe, de l'âge, de l'origine, de l'activité et de la profession².

Le questionnaire, partiellement standardisé, a été divisé en quatre rubriques principales :

- 1) Les caractéristiques socio-démographiques du ménage et l'installation dans le quartier (parcours migratoire antérieur, choix du lieu, relais familiaux)
- 2) L'emploi et les types d'activités, formelles ou informelles
- 3) Les revenus d'activité, les ressources liées aux prestations institutionnelles et aux différentes aides sociales, et le rapport du ménage à la situation de dépendance
- 4) Les relations sociales, la participation associative, le voisinage, les formes d'entraide communautaire et l'utilisation des ressources du quartier

Ce questionnaire comprenait des questions fermées (avec une série d'items) et des questions ouvertes impliquant des réponses larges sur des aspects généraux. Par ailleurs, une dizaine d'experts et de personnes ressources dans chacun des quartiers (chefs de projets, managers, agents de développement, responsables municipaux, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux) ont été interviewés sur une base semi directive. Enfin, dans la mesure du possible, les informations recueillies ont été comparées aux données statistiques générales portant sur les secteurs sensibles (types d'activité, chômage, structure des ménages, situation familiale par exemple). Celles-ci abondent en France grâce aux travaux conjoints de la Délégation interministérielle à la Ville et de l'INSEE et, depuis 2004, de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS) qui fournit un rapport annuel – alors qu'elles sont assez lacunaires en Allemagne, l'évaluation du programme *Soziale Stadt* qui touche aujourd'hui 447 quartiers n'ayant pas encore abouti à une grille commune de données.

A partir de nos travaux antérieurs, en suivant partiellement la démarche méthodologique développée par Robert Putnam dans *Making Democracy Work* (1993) et les orientations données par Pierre Bourdieu dans *La misère du monde*, (Chapitres « L'espace des points de vue » et « Comprendre », 1993), en nous appuyant aussi sur les travaux de chercheurs français spécialisés dans la question de la pauvreté et des zones sensibles (Dubet, Lapeyronnie, 1992; Paugam, 1993; Villechaise-Dupont,

2 L'échantillon est constitué d'une population plus jeune en France qu'en Allemagne. A Chanteloup où 30 entretiens ont pu être exploités, 13 individus interrogés sont âgés de 18 à 25 ans. Dans les cités de Montbéliard (23 entretiens), 6 individus ont moins de 30 ans; ici, ce sont surtout des couples et des familles avec enfants qui se sont prêtés à l'enquête.

1999) et allemands (Lompe, 1987; Callies, 2003; Häussermann; 2003), nous avons posé au départ les deux hypothèses suivantes :

- 1) Le quartier est une ressource essentielle pour les ménages en difficulté.
Souvent peu mobiles et sans revenu important, ces ménages ne sont-ils pas conduits, en effet, à valoriser les ressources de leur environnement immédiat ? D'une part, leur quartier peut constituer un refuge face aux agressions du monde extérieur; d'autre part, ils sont susceptibles de profiter du soutien de leur famille et de leur entourage immédiat pour des raisons économiques.
- 2) Les allocations et les aides sociales instituent une relation de dépendance à l'institution plus forte en France qu'en Allemagne.

Si l'aide sociale et l'allocation « chômage » sont en Allemagne les deux ressources principales obtenues de droit par les plus pauvres, les allocations qui reviennent aux plus modestes en France sont plus différenciées, tout en étant moins rémunératrices.

Après avoir souligné la spécificité des quartiers français et allemands, nous rendrons compte des principaux résultats des enquêtes en proposant une typologie des ménages en regard de leur situation professionnelle et de leurs relations sociales. Nous concluons notre propos en nous focalisant sur la situation des jeunes dans les quartiers des deux pays.

2 Des quartiers sensibles de dimension et de statut différents

Le modèle-type de quartier difficile en France est bien connu – c'est le grand ensemble plus ou moins périphérique avec un fort pourcentage de logements sociaux, habité de Français modestes d'âge plutôt moyen ou avancé, et de ménages issus des anciennes colonies ainsi que d'autres pays comme le Portugal ou la Turquie. Dans les grandes villes de l'Allemagne de l'Ouest, le modèle-type le plus répandu est l'ancien quartier ouvrier en situation péri-centrale. Beaucoup d'Allemands très modestes y résident ainsi qu'une bonne partie des immigrés arrivés depuis les années 1960/70 : ceux-ci sont issus principalement de Turquie et d'Europe du Sud (Yougoslavie, Italie, Espagne, Grèce). Le quartier d'habitat social en situation périphérique est un second modèle : il inclut des immeubles sociaux assez récents, d'anciens logements sociaux qui bénéficient maintenant d'un loyer libre³ et éventuellement des secteurs pavillonnaires. Il est habité par des Allemands appartenant aux couches moyennes et modestes, par d'anciens immigrés ayant réussi leur implantation, par des réfugiés des années 1980–1992, et par de nouveaux migrants originaires d'Europe de l'Est.

3 Après une période qui varie de 15 à 25 ans, les logements sociaux allemands sont libérés de leurs contraintes réglementaires en matière de loyer et ils peuvent être vendus. Depuis la dérogation du Wohnungs-Gemeinnützigkeitsgesetz en 1990, les sociétés de logement peuvent en effet en disposer à leur gré.

Parmi ces derniers, on compte beaucoup d'*Aussiedler*, rapatriés allemands originaires de l'ex-U.R.S.S, de Pologne, ou encore de Roumanie.

2.1 Deux quartiers allemands bien différenciés

Les secteurs de Kassel-Nordstadt et -Brückenhof sont représentatifs de ces deux types de quartier. Le secteur d'étude de La Nordstadt (6 900 habitants en 2000) est un ancien quartier ouvrier assez central, bordé d'un cimetière et de vastes friches industrielles. Très endommagé pendant la guerre, il rassemble néanmoins tous les types de bâti : *Mietskasernen* des années 1900, logements ouvriers des années 1920, barres locatives des années 1950, logements sociaux des années 1960, des immeubles récents en copropriété résultant des premiers programmes de rénovation urbaine, et quelques pavillons privés construits sur de petites parcelles. Les moins de 19 ans (qui sont pour les deux tiers des enfants d'immigrés) représentent 25% des habitants, ce qui est élevé pour l'Allemagne, alors que c'est la moyenne en France. Une rue de desserte, bordée de nombreux services et de magasins majoritairement turcs, traverse tout le quartier. Les espaces publics ont été remaniés et plusieurs immeubles ont été réhabilités dans le cadre du programme *Soziale Stadt*⁴. En 2000, on dénombrait environ 54% d'étrangers (la moitié sont des Turcs), 20% de chômeurs et 30% de bénéficiaires de l'aide sociale⁵. Depuis, le quartier a perdu 900 habitants (dont une bonne partie d'étrangers) malgré les initiatives locales.

Le grand ensemble de Brückenhof (5 500 habitants en 2000) est un quartier de barres et tours construites au sud de la ville entre 1967 et 1982, largement privatisées aujourd'hui. Ce quartier, très vert, est situé à 7 kilomètres du centre ville, à proximité de l'usine Volkswagen. La ligne de tramway, mise en service dans les années 1990 dans le cadre des premiers efforts d'amélioration, est un facteur de désenclavement et de rupture en même temps : elle sépare le « bon côté » du « mauvais côté ». Ce dernier rassemble des grands tours où ont été logés des réfugiés et des cas sociaux et, après la chute du mur, la majorité des *Aussiedler*. Après la dégradation du premier centre commercial, un nouvel ensemble commercial, plus attrayant, a été construit en marge du quartier. Les espaces verts, les entrées et les façades des immeubles ont été améliorés depuis 2003 grâce au programme *Soziale Stadt*, mais quelques

4 Ce n'est que depuis 1999 qu'a été mise en place une politique cohérente en matière de traitement des quartiers difficiles. Ce programme, dénommé *Soziale Stadt*, a des prétentions sociales, mais il ne donne des moyens importants que pour la réhabilitation du bâti, le management de quartier et les études-diagnostic. Le coût des mesures sociales est renvoyé le plus souvent vers d'autres institutions. Il en résulte des financements modestes qui ne sont attribués que pour des périodes courtes : 2 ou 4 ans en général. Les énergies ont ainsi tendance à se disperser avec, à la clé, une forte fluctuation des projets et des personnels spécialisés.

Comme en France, la plupart des projets sont inconnus des enquêtés, les deux institutions les plus fréquentées restant le bureau d'aide sociale et l'agence pour l'emploi.

5 En 2000, l'agglomération de Kassel comptait 10% de chômeurs, 11% de bénéficiaires d'aide sociale et 15% d'étrangers (Neef et al., 2007, *passim* ; Stadt Kassel, Fachstelle Statistik, Anfrage 30. 3. 2007). Pour 161 quartiers bénéficiant alors du programme « *Soziale Stadt* », le taux d'étrangers était de 24,8% (DIFU, 2002, 66).

bâtiments, rachetés par un groupe immobilier international, restent inchangés. Beaucoup d'habitants se plaignent de la mauvaise réputation du quartier tout en estimant qu'elle n'est pas justifiée.

A l'époque de l'enquête, la structure par âge correspondait à la moyenne allemande. 17% des habitants bénéficiaient de l'aide sociale. Le pourcentage d'étrangers atteignait 18% et celui des *Aussiedler* 15% environ.

2.2 Trois quartiers français de situation géographique et sociale originale

Les quartiers français résultent d'un choix raisonné afin d'étayer la comparaison. La ZAC La Noé, zone d'aménagement concerté, située au sud de la petite ville de Chanteloup-les-Vignes, 35 kilomètres à l'ouest de Paris, se rapproche du quartier de Brückenhof par sa taille et ses logements collectifs (1 500 logements à Brückenhof et 1 600 à Chanteloup après les démolitions). Elle s'en rapproche aussi par la proportion élevée de ménages étrangers (35%⁶), et par la composition de sa population active, majoritairement ouvrière.

Cette « cité » La Noé a été classée *îlot sensible national* dès 1982, parce qu'elle rassemblait toutes les difficultés que connaissaient à l'époque les grands ensembles des années 1960–70 : dégradation du bâti, impayés de loyer, insuffisance des équipements, problèmes de voisinage, difficultés d'intégration des familles d'origine étrangère (45 pays différents y étaient représentés), taux de jeunes très élevé (50% de moins de 20 ans), échec scolaire, vandalisme et insécurité, stigmatisation sociale et territoriale.

Les deux quartiers de Franche-Comté, à l'est de la France, ont été choisis parce qu'ils présentaient un environnement social et économique assez proche de celui de Kassel, tout en n'appartenant pas à une grande métropole comme Paris. L'aire urbaine Belfort-Montbéliard rassemble en effet 300 000 habitants, autant que l'agglomération de Kassel. La construction automobile y joue également un grand rôle avec l'entreprise PSA. Les ménages d'origine turque sont nombreux et les structures communautaires sont fortement implantées, même si elles sont moins visibles qu'en Allemagne. Les quartiers étudiés des *Buis* à Valentigney et des *Champs-Montants* à Audincourt, situés à la périphérie de Montbéliard ont été frappés tous les deux par la crise automobile des années 1980. Valentigney, avec ses 13 000 habitants, est une ville en déperdition démographique et industrielle. Composés majoritairement de 3 et de 4 pièces, les logements sociaux des *Buis* se répartissent dans des bâtiments de 5 niveaux dans un environnement agréable. Les habitants d'origine étrangère tendent à se regrouper dans certaines cages d'escalier. Le quartier des *Champs-Montants*, construit entre 1968 et 1974 à Audincourt (15 500 habitants), dans un style architectural plus varié que celui des *Buis*, comprend environ 800 logements sociaux de

6 Ce pourcentage souligne la part élevée des étrangers, même si on le compare à l'Allemagne où les naturalisations ont pris une certaine ampleur à partir de 2000. A la Nordstadt, le nombre d'étrangers a baissé de 34% entre 2000 et 2006 (Stadt Kassel, Fachstelle Statistik, Anfrage, 2007).

qualité et des immeubles en copropriété construits sur les franges du quartier pour retenir les habitants les plus aisés. Un premier bilan montre que ce sont surtout les ménages immigrés qui achètent.

2.3 Des quartiers pauvres peuplés majoritairement d'actifs

Les données allemandes et les fiches-profils « des zones urbaines sensibles » (ZUS) françaises soulignent que les quartiers étudiés sont peuplés majoritairement d'actifs effectifs. De manière plus générale, 50 à 60% des habitants en âge de travailler dans les quartiers difficiles ont un emploi⁷ aussi bien en France qu'en Allemagne. Par conséquent, la thèse couramment admise selon laquelle il n'existerait plus dans ces quartiers de modèle positif d'activité (*role model* selon Wilson, 1987), ni de familles solidement structurées⁸ pour éduquer les enfants serait inexacte. L'observation selon laquelle les adolescents, notamment ceux qui sont issus de l'immigration, grandiraient dans une « sous-culture » mêlant chômage et déviance (Häußermann, 2003) ne serait donc pas vérifiée ici.

Il est vrai cependant que, parmi les ménages d'actifs, une partie n'ont qu'un emploi temporaire. En France, 22% des actifs dans les quartiers sensibles exercent un emploi précaire (contrat à durée déterminée, interim ou temps partiel involontaire – ONZUS, 2004). Il n'y a pas de données semblables pour l'Allemagne; dans les quartiers de Kassel, 39% des 141 ménages interviewés avaient au moins un emploi à plein temps, 18% n'avaient qu'un emploi précaire ou informel. Comme la plupart des ménages ne peuvent pas vivre des seules ressources procurées par un emploi précaire, ils les associent à des transferts sociaux ou à de petits revenus tirés d'activités informelles.

En France, les chômeurs représentent 25,4% de la population active dans les ZUS (ONZUS, 2004) et en Allemagne 13% environ selon les données concernant 85 quartiers bénéficiant du programme « Soziale Stadt » (DIFU, 2002, 64). A Kassel, le taux s'élève à 22 % à Brückenhof et à 24% à la Nordstadt. Mais il faut tenir compte de deux faits : d'une part, ce sont les chômeurs de longue durée (un tiers des inscrits aux agences pour l'emploi) qui sont en grande difficulté, surtout en Allemagne où ils tendent à baisser les bras, car leur chance de réinsertion dans l'emploi est minime (Kronauer et al., 1993); d'autre part, ce sont des sans-emploi « découragés », majoritairement d'âge intermédiaire, qui ne sont pas enregistrés comme chômeurs. En Allemagne, la plupart de ceux-ci bénéficient de l'aide sociale. Ces ménages qui sont sans perspective d'emploi et qui dépendent des transferts sociaux constituent

7 Si l'on regarde le taux de salariés à partir des données sur le chômage et le pourcentage des actifs en âge de travailler dans 11 quartiers du programme « Soziale Stadt », on arrive à environ 55 à 60% d'actifs (DIFU, 2002, passim).

8 En 1999, 30,6% des ménages dans les ZUS étaient des couples avec enfant(s), alors que dans les agglomérations correspondantes, ils n'étaient que 27,8% (ONZUS, 2005). Dans les deux quartiers de Kassel, les couples avec enfant(s) représentaient 29% des 141 ménages, ce qui est largement au-dessus de la moyenne des grandes villes allemandes (Neef et al., 2007).

le principal groupe à problèmes dans les quartiers difficiles. Dans les deux pays, ils tendent à s'isoler (Paugam, 2006; Kronauer et al., 1993).

Comme les populations de ces quartiers sont plutôt jeunes, les analyses ignorent souvent les retraités. Or, les personnes âgées de plus de 60 ans représentent 20% des habitants des ZUS en France (ONZUS, 2004, 31 et 38) et plus encore en Allemagne (DIFU, 2002, 66). Si les retraités allemands des quartiers ont, globalement, un revenu correct, ce n'est pas le cas en France.

De fait, la pauvreté est omniprésente dans les quartiers étudiés : 40 % des ménages à Kassel vivent au-dessous du seuil de pauvreté, contre 30% dans les quartiers français. L'Observatoire français montre effectivement que c'est le cas dans 25% des 751 zones urbaines sensibles répertoriées (ONZUS, 2005). Parmi les ménages enquêtés dans les deux pays, les plus démunis sont issus de familles allemandes et françaises connaissant un chômage de longue durée. Cette situation de pauvreté paraît mieux acceptée en Allemagne qu'en France, tant par les adultes que par les jeunes. Les raisons en sont nombreuses. En ce qui concerne les étrangers résidant en Allemagne, ils ont gardé longtemps la perspective du retour au pays. En second lieu, leurs attentes, surtout celles des immigrés turcs issus pour la majorité de régions rurales, semblent avoir été modestes, d'autant qu'elles étaient confortées par un système d'éducation hautement sélectif au détriment des étrangers (Bericht, 2005). Enfin, la plupart des chômeurs de longue durée interrogés semblent résignés : il s'agit principalement d'individus d'âge intermédiaire (35–50 ans), d'origine allemande, vivant seuls ou en couple, isolés socialement et tendant à vivre repliés chez eux (Jahoda et al., 1975; Kronauer et al., 1993). En France par contre, l'enracinement des étrangers est devenu une donnée d'évidence avec un encouragement à la naturalisation pour les parents et l'application du droit du sol pour les enfants. Plus qu'en Allemagne, il en résulte une attente forte vis-à-vis des promesses de l'État Providence et de la société d'abondance, même si les choses commencent à changer.

3 Cinq types de ménages au vu de leur situation professionnelle et de leurs relations sociales

Au cours des entretiens, nous avons constaté que les relations sociales dans les quartiers étaient largement affectées par le rapport des ménages à l'entraide et à la réciprocité. Précisément, du point de vue théorique, la recherche a mis en évidence deux approches des facteurs déterminant les relations sociales. La première est fondée sur la réciprocité (Diewald, 1990) : ceux qui peuvent beaucoup offrir sont en mesure de recevoir beaucoup (*principe de Matthée*, selon Robert K. Merton), avec à la clé, un accès plus facile à l'emploi (Pahl, 1990). La seconde approche est fondée sur une exigence de solidarité, c'est-à-dire sur une conception morale du rapport à autrui : il faut aider les pauvres, spécialement quand ils sont proches, sans se soucier d'une

récompense en retour (Offe, 2004). Ces approches, apparemment contradictoires, semblent explicatives, toutes deux, dans les quartiers étudiés. Ainsi, la réciprocité dominerait dans les relations d'amitié, de travail et de voisinage. La solidarité l'emporterait notamment dans les relations familiales et communautaires, permettant ainsi de remédier aux effets les plus criants de la pauvreté.

L'aide reçue localement dépend le plus souvent de la capacité du ménage à rendre des services, mais aussi du nombre et de l'extension de ses relations. Les personnes isolées et les ménages qui n'ont de relation sociale qu'avec un seul partenaire n'auraient aucune garantie en cas d'urgence. En revanche, les personnes qui ont des relations intenses avec plusieurs membres de leur famille ou de leur communauté seraient mieux protégées en cas de nécessité, même si ces relations sont socialement limitées. Il va de soi que les relations étendues sont un gage de sécurité dans la mesure où elles permettent à ceux qui en bénéficient de choisir entre plusieurs opportunités en cas de besoin.

En confrontant ces approches théoriques aux résultats de nos enquêtes, nous avons pu distinguer plusieurs catégories de ménages selon l'intensité de leurs relations sociales et selon les protections dont ils peuvent bénéficier dans le quartier : les ménages qui ne rencontrent personne ou presque; les ménages qui ont des relations intenses au sein de leur parentèle ou de leur communauté; les ménages qui ont des relations élargies avec des amis ou des personnes extérieures à la cité; et enfin les ménages qui ont des relations sélectives. Ces derniers ont été identifiés parmi les actifs : ils entretiennent une diversité de contacts avec plusieurs personnes, chaque contact correspondant à une finalité précise (garde d'enfants, soins, bricolage, activité de loisir...).

En croisant ces formes de relations avec les situations constatées vis-à-vis de l'emploi⁹, nous avons pu caractériser cinq types de ménages : les « stables », les « fragiles », les « précaires », les « actifs pauvres » et les « marginalisés ». Ils se répartissent différemment d'un quartier à l'autre de Kassel et d'un pays à l'autre. Dans les échantillons français, le nombre limité d'interviews n'a pas permis d'identifier clairement les types *fragiles* et *marginalisés*. Les résultats de recherches antérieures (Castel, 1996; Palomarès et al., 2001) ont cependant permis de vérifier le bien-fondé de notre typologie. Les ménages marginalisés et les pauvres actifs (du type *working poor*) sont bien connus des chercheurs français et allemands (Lompe et al., 1987) tandis que les fragiles ont été clairement décrits par plusieurs sociologues depuis une quinzaine d'années (Paugam, 1993; Castel, 1995). Les précaires ont été très étudiés en Grande-Bretagne (Morris, 1995). Le groupe des stables a été moins analysé par les chercheurs des deux pays davantage centrés sur les groupes à problème et sur les populations en situation d'exclusion (Donzelot, 1991; Häußermann, 2003).

9 Selon la méthode du « theoretical sampling » de Glaser et Strauss (1998)

- 1) Les *stables* bénéficient d'un emploi durable, souvent très peu rémunéré, ou d'une retraite acceptable (ce qui est plus souvent le cas en Allemagne qu'en France). Les actifs sont majoritairement des couples d'origine étrangère avec enfants. Ils sont ouvriers, employés ou travailleurs indépendants (entrepreneurs du bâtiment, chauffeurs, propriétaires ou gérants de magasins alimentaires). Les actifs pauvres qui appartiennent à ce type bénéficient de points d'ancrage sécurisants : relations sociales étendues, petit pécule personnel, deuxième emploi au sein de la famille. D'après les réponses obtenues à Kassel, plus de la moitié de ces ménages stables n'ont de relation qu'avec des ménages en situation identique. Les autres ont des échanges avec des individus en situation plus difficile.

Dans les quartiers français, les ménages stables qui sont, pour la plupart, ouvriers ou employés ont suivi des parcours professionnels assez sinueux. Les carrières ascendantes sont rares et leurs relations sociales, en dehors de l'entreprise, sont centrées sur le quartier et le voisinage immédiat (Vieillard-Baron et al., 2001).

- 2) Les *fragiles* sont des actifs ouvriers ou employés peu qualifiés et mal rétribués, des retraités à la pension très modeste et des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté. Au vu des enquêtes, il s'agit majoritairement de ménages immigrés composés d'au moins trois ou quatre personnes.

Après une longue carrière professionnelle ou une vie dépendant des prestations sociales et de l'assistance, ils leur manquent les ressorts nécessaires pour surmonter les incertitudes du marché du travail. À défaut de relations sociales, un licenciement, une maladie grave, un accident, une rupture affective constituent toujours pour eux un risque majeur pour l'avenir.

- 3) Les *précaires* sont des ménages pauvres, mais qui arrivent à maintenir leur position sociale en ne comptant que sur eux-mêmes, sinon sur leurs réseaux sociaux. Ils possèdent tout type de qualification et ils sont de toutes origines. Ils associent en général les ressources provenant d'un emploi précaire, et celles qui résultent de transferts sociaux et d'activités informelles. À Chanteloup et à Montbéliard, il s'agit d'abord de jeunes en stage d'insertion professionnelle, ensuite d'adultes comptabilisés comme actifs effectifs, mais alternant en fait activité et chômage. Ils sont concernés par des contrats temporaires de courte durée, par des emplois intérimaires ou par des « petits boulots » non déclarés. Dans les quartiers de Kassel, on trouve, parmi ces précaires, un petit nombre de jeunes chômeurs qualifiés particulièrement actifs dans leur recherche d'emploi.

Tous les ménages de ce type entretiennent des réseaux sociaux intenses fondés sur l'entraide réciproque, le partage de petites activités informelles et l'information réciproque sur les offres d'emploi... En somme, ils vivent dans la « stabilité précaire » du quotidien. Beaucoup d'entre eux sont en situation

de cohabitation. Le fait que deux ou trois générations d'adultes vivent sous le même toit leur semble finalement une stratégie positive pour répondre à l'insuffisance de ressources des plus âgés et aux difficultés d'insertion professionnelle des plus jeunes.

- 4) Les *pauvres actifs* sont pour la plupart des chômeurs de longue durée; ils sont de qualification très modeste et ils dépendent des transferts sociaux. Même s'ils sont demandeurs d'emploi, beaucoup n'ont plus l'espoir de trouver un travail. Ils ont néanmoins de nombreuses relations avec des ménages en situation comparable, au vu des réponses à l'enquête. Les ménages pauvres qui ont des enfants ont gardé une activité sociale centrée sur la famille, sinon sur des amis ou des parents.

Globalement, la sociabilité de ces « pauvres actifs » est importante comme soutien moral, mais peu efficiente en termes financiers, car elle reste le plus souvent limitée aux ménages très modestes. Malgré des ressources issues d'un emploi temporaire, de transferts sociaux ou d'activités informelles, leur condition reste précaire. Au moment de l'enquête, on a pu observer que leur mode de gestion domestique leur permettait de vivre avec des moyens très limités. Néanmoins, une dépense imprévue ou l'arrêt brutal du versement d'une allocation peut les plonger dans la misère du jour au lendemain.

- 5) Les *marginalisés* vivent en dessous du seuil de pauvreté et dépendent des transferts sociaux. Ils n'ont pas de contact durable ni de relations de solidarité ou de réciprocité, que ce soit avec leur famille, leurs amis ou leurs voisins. La plupart d'entre eux sont endettés tout en étant bénéficiaires de l'aide sociale, ce qui renforce leur sentiment d'être dans une situation sans issue. Ils vivent seuls, sinon en couple avec un partenaire également marginalisé. Ces ménages marginalisés sont souvent plus jeunes dans les quartiers français (Paugam, 1993) qu'en Allemagne (Kronauer et al., 1993). La plupart semblent n'avoir aucune perspective solide en matière d'emploi. Leur difficulté à affronter le quotidien détermine leur horizon de vie. Une partie d'entre eux n'a jamais fait l'expérience d'une activité professionnelle régulière, l'autre partie a subi un choc biographique suivi d'une rupture forte dans un parcours social et professionnel déjà chaotique. A Chanteloup et aux Buis, une partie sont classés comme « parent isolé » et touchent l'API (Allocation de parent isolé). On a pu y constater comme à Kassel, que les effets de la stigmatisation spatiale tendaient à renforcer leur exclusion sociale.

Pour conclure, l'analyse précise des relations sociales dans les quartiers allemands et français étudiés nous a permis d'identifier trois points forts :

- 1) La présence des ménages stables apparaît comme un facteur d'équilibre et de stabilité dans ces quartiers. D'une part, on a constaté que la moitié des stables était effectivement liée aux ménages en situation plus difficile. D'autre

part, on a observé qu'un peu plus de 50% des ménages stables dans les deux pays affirmaient vouloir rester dans leur quartier, même s'ils émettaient des critiques.

Néanmoins, au cours des enquêtes, une forte minorité – surtout des familles d'immigrés avec enfants – a émis l'intention de quitter le quartier. Par exemple, ceux dont la migration est ancienne (italienne ou espagnole par exemple) considèrent que leur propre ascension a été dévaluée par l'arrivée massive de nouveaux ménages «étrangers» et par la stigmatisation du quartier. Par ailleurs, la plupart des ménages jeunes qui ont un emploi stable expriment aussi le désir de quitter le quartier. – En France, on retrouve souvent cette ambivalence entre un attachement fort au quartier et le désir d'en sortir. La dégradation de l'ambiance, le départ des plus impliqués dans la vie locale, la violence et les problèmes liés à la scolarité des enfants sont les motifs les plus souvent exprimés (Le Jeannic, 2007).

- 2) La communauté «ethnique» est à même de soutenir une partie des ménages en difficulté issus de l'immigration. Dans la Nordstadt, qualifiée de «Petite Istanbul», les relations familiales et les contacts résultant de la fréquentation de la mosquée ou du café turc sont centrales pour la majorité des ménages originaires de Turquie. En revanche, ces derniers ont une relation distanciée au voisinage, même s'ils profitent des ressources du quartier. A Valentigney et à Chanteloup, les relations communautaires qui se développent apparaissent également comme un soutien important. Les commerces ethniques, les salles de prière et les associations culturelles sont le relais de ces relations spécifiques. Mais l'entraide communautaire est cependant plus limitée qu'on ne le croit souvent : dans les quartiers de Kassel, elle ne concernait au moment de l'enquête qu'un tiers des Turcs, ceux qui étaient actifs dans leur communauté. On trouvait par ailleurs une proportion de chômeurs turcs plus élevée que la moyenne, et une part de stables inférieure à la moyenne. La méconnaissance des institutions sociales officielles y était assez grande (cf. aussi Ceylan, 2006).
- 3) Les institutions sociales sont une ressource dans ces quartiers. Elles sont essentielles comme appui matériel pour les ménages de pauvres actifs et, plus encore, pour les marginalisés, même si elles ont une fonction différente dans chacun des deux pays. En Allemagne, il n'y a que deux institutions centrales qui sont rarement présentes dans les quartiers : le bureau d'aide sociale et l'agence pour l'emploi. Leurs activités, essentiellement bureaucratiques, se limitent souvent à la gestion du minimum social. Les interventions élaborées au niveau local, pour la plupart mal connues et de courte durée, ne peuvent offrir que des aides complémentaires. Dans les quartiers sensibles français, les institutions sociales sont mieux repérées et interviennent plus directement.

Plusieurs sortes de mesures d'insertion permettent à de nombreux chômeurs, les jeunes en particulier (qui sont classés alors comme actifs), de bénéficier de

stages faiblement rémunérés, sinon de contrats temporaires. Ceux-ci débouchent rarement sur un emploi stable. Il faut dire qu'une partie des jeunes sont en situation difficile quand ils perdent l'aide de leurs parents et qu'ils ne peuvent pas encore accéder aux prestations de solidarité : le RMI – qui n'existe pas en Allemagne sous cette forme – et l'allocation de solidarité ne sont accessibles en France qu'après l'âge de 25 ans. Les pauvres et les chômeurs en France ont l'avantage de pouvoir négocier avec une multitude d'institutions sociales, ce qui leur assure une certaine indépendance (Paugam, 1993), alors qu'en Allemagne, ils dépendent de deux grandes administrations surpuissantes.

4 Des relations de voisinage difficiles, surtout avec les jeunes

Le voisinage, c'est-à-dire le fait d'avoir telle ou telle personne comme voisin de palier ou d'immeuble, est imposé la plupart du temps. Il résulte, quand il fonctionne normalement, d'une alchimie subtile, faite de distance et de respect réciproque associant souvent de petites formes d'entraide, en l'absence d'autres relations sociales (Neef et al., 2007).

4.1 Des formes paradoxales de voisinage

En France, le peuplement dans le logement social, qui détermine le voisinage, résulte d'un système d'attribution de logement très complexe associant des contingents proposés par la préfecture, la municipalité, les bailleurs, les comités interprofessionnels et les différentes institutions sociales qui ont contribué au financement de la construction. Les rapports sociaux obligatoires oscillent ainsi entre prévention, ignorance ou curiosité dans le meilleur des cas. En Allemagne, ils varient beaucoup dans les grands ensembles dont une partie des immeubles sont privatisés et, surtout, dans les vieux quartiers où le libre choix, plus fréquent qu'en France, facilite les rapprochements affinitaires.

Au vu des réponses à l'enquête, on constate qu'un tiers des enquêtés vivent en situation de distance et de respect réciproque et s'en déclarent satisfaits. 30% s'investissent activement pour régler leurs relations de voisinage, une moitié d'entre eux s'affirmant satisfaits de la convivialité et des relations de solidarité, l'autre moitié se déclarant au contraire épuisés par des troubles incessants. 20% environ vivent dans l'anonymat et préfèrent cette situation à d'autres formes de relation, tandis que 10% se sentent exclus tout en se mettant d'eux-mêmes en situation de retrait. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le voisinage conflictuel est relativement rare (10% des enquêtés en parlent dans les quartiers français et allemands), mais quand il est conflictuel, il est nettement plus visible qu'ailleurs.

Plus la mixité est forte dans la cage d'escalier, plus la distance relationnelle est importante. Comme l'avaient déjà montré en 1970 Chamboredon et Lemaire,

la cohabitation de catégories sociales variées dans les grands ensembles ne crée pas d'interactions nouvelles. Elle ne renforce pas les solidarités, au contraire. On en reste alors à une relation superficielle faite de simple correction : « Bonjour, bonsoir, c'est tout » disait un habitant de Chanteloup interrogé à ce sujet. En revanche, dans le vieux quartier de la Nordstadt, les relations sociales sont nettement moins anonymes; elles se focalisent autant sur le conflit que sur la solidarité.

Pour les ménages qui ont des relations sociales limitées, le voisinage paraît d'autant plus important qu'il permet de combler de fortes carences affectives. C'est souvent le cas chez les immigrés séparés de leur famille (Gestring et al., 2006), et chez les chômeurs qui ont perdu tout contact avec leurs anciens collègues de travail. D'après les enquêtes, les ménages en difficulté sont, plus souvent que les autres, exposés aux troubles de voisinage résultant soit de divergences culturelles profondes, soit d'une forte concentration de familles en grande difficulté. Les sociétés de logement en Allemagne et les bailleurs sociaux ont parfois laissé faire ces regroupements. Il n'est donc pas étonnant que ces ménages pauvres, réunis dans les secteurs les plus difficiles, vivent dans l'anonymat et le retrait, même si l'on trouve parfois chez eux des formes ponctuelles de solidarité.

Enfin, une forme de relation de voisinage, très caractéristique des quartiers analysés, s'exprime à travers les efforts constamment renouvelés de certains individus pour régler les conflits quotidiens, par exemple à propos du nettoyage, du désordre, du bruit, ou encore du manque de respect des enfants ou des adolescents. Un cinquième des ménages dans les quartiers allemands souligne cette volonté de résoudre les conflits par le dialogue. Plusieurs habitants interrogés dans les trois quartiers français en parlent de la même façon : « De toute façon, quand quelque chose ne va pas ici, on se le dit, et ça s'arrange » (résidente de la cité des *Buis*).

En somme, il y a peu de différence dans le vécu du voisinage entre les quartiers français et allemands. Alors que ces derniers regroupent des ménages de plusieurs origines (entre trente et quarante nationalités) et des situations sociales et professionnelles variées, les voisins ne font pas vraiment problème pour la moitié des enquêtés. Les différences les plus importantes se situent entre les grands ensembles et les vieux quartiers populaires. Plus que le voisinage, la forme du bâti, le statut du logement et les pratiques de gestion apparaissent décisives dans l'équilibre des quartiers, si l'on met à part la question des jeunes.

4.2 Le poids essentiel du chômage des jeunes en France

L'observation dans les quartiers a montré qu'il y avait moins de jeunes chômeurs désœuvrés au pied des immeubles et moins de comportements arrogants de leur part dans les quartiers allemands qu'en France. Le chômage des jeunes apparaît ici comme un facteur déterminant. En France, pour les individus âgés de 15 à 24 ans, celui-ci atteignait 36,2% dans les ZUS pour les garçons et 40,8% pour les filles en 2004 (ONZUS, 2005). Les taux sont encore plus élevés si l'on se réfère uniquement

aux jeunes immigrés de faible niveau de formation. En Allemagne, il manque des données correspondantes; au niveau national cependant, le taux de chômage des jeunes d'origine étrangère âgés de 16 à 25 ans se maintient entre 15 et 17 % depuis 1995; celui des jeunes allemands se situe entre 8 % et 10 % (Datenreport 2006). La gestion différente de leur insertion professionnelle en est une des raisons majeures. En Allemagne, le système dual de qualification professionnelle qui passe par l'apprentissage dans les entreprises et par des études théoriques dans les écoles professionnelles, facilite l'entrée des jeunes dans le monde du travail, même s'il connaît aujourd'hui de fortes tensions et si les jeunes Turcs en subissent les inconvénients principaux (Bericht, 2005). Les entreprises jouent le jeu en participant financièrement à ce système de certification. En France, le système public de formation professionnelle dans les collèges constitue rarement un tremplin choisi vers le monde du travail, surtout quand il concerne des qualifications industrielles. Il est perçu comme un échec aussi bien par les élèves que par les parents. Le travail manuel pour les garçons reste dévalorisé, y compris dans les milieux très défavorisés. On a pu observer aussi que l'accès des jeunes maghrébins et africains à la nationalité française avait exacerbé les attentes en matière d'emploi. Beaucoup d'entre eux aspirent à des études longues et s'estiment lésés quand ce sont des parcours de formation courte qui leur sont proposés à l'issue du collège. Peut-être les frustrations qui en résultent sont-elles compensées par un excès d'arrogance?

4.3 Des relations sociales souvent conflictuelles

En Allemagne et en France, à côté des «étrangers», ce sont les enfants et les adolescents qui sont le plus souvent cités comme facteurs aggravants pour le voisinage. Les enquêtés estiment qu'ils font du bruit et génèrent de multiples problèmes. En fait, les jeunes ont souvent un rapport ambivalent au voisinage dans les quartiers allemands et français. Il y a ceux qui posent problème tant aux parents qu'à leur environnement, aussi bien en «foutant la merde» (sic) qu'en restant totalement apathiques. Mais il y a aussi ceux qui aident leur famille par des menus services et ceux dont les revenus contribuent à la survie de leurs parents en détresse, comme on le voit à Kassel et à Chanteloup dans les familles de réfugiés ou d'immigrés.

Les relations sociales des jeunes tendent évidemment à se séparer de celles de leurs parents. Dans les interviews, les jeunes accentuent le rôle des «pairs» dans leurs systèmes relationnels en mettant l'accent sur la solidarité avec ceux qui sont jugés «corrects» (Dubet, 1987). Les relations avec les adultes sont rarement nommées et elles témoignent du refus du contrôle social (Friedrich, 2003). «Chacun chez soi» dit-on à Chanteloup-les-Vignes. A la différence des quartiers français, on a pu observer que les jeunes ne sont pas un élément majeur de discord dans la cohabitation à Kassel, comme dans d'autres quartiers allemands (Gestring et al., 2006). Par exemple, dans le grand ensemble de Mümmelmannsberg à Hambourg, où «tout le monde

se connaît» (Callies, 2003), les observations ont montré que les jeunes profitaient d'une solidarité limitée, surtout dans les secteurs les plus difficiles du quartier.

Du côté français, l'exemple de Chanteloup est intéressant. Parmi les jeunes adultes interrogés, un tiers sont au chômage ou n'ont jamais travaillé, un tiers sont en contrat à durée déterminée, un tiers travaillent à plein temps. Si les emplois sont plus qualifiés du côté des jeunes que des adultes, ils restent assez modestes, et les parcours professionnels sont assez sinueux. Globalement, les adultes interrogés se montrent plutôt solidaires des jeunes et ils sont prompts à leur trouver des excuses pour les dégradations qui leur sont imputées. D'une manière générale, la conclusion à laquelle on arrive à la lecture des entretiens est que les jeunes se livrent à des dégradations « parce qu'aucune activité ne leur est proposée » (ce qui est d'ailleurs souvent inexact, mais l'important est ici de s'en persuader). En somme, « ce ne serait pas de leur faute... ». De plus, pour beaucoup d'habitants, les effractions les plus graves sont commises par des personnes « étrangères » au quartier. Dans les zones sensibles du pays de Montbéliard, les adultes interviewés se montrent plus sévères; si les uns sont plutôt tolérants, les autres expriment leur malaise à l'égard des attroupements de jeunes dans les rues.

5 Pour conclure ...

Les enquêtes qui ont permis d'identifier les ressources propres des habitants par rapport à l'importance des aides institutionnelles soulignent, dans les deux pays, la diversité des ménages, la complexité des relations sociales, les limites de l'insertion professionnelle et, surtout, les contraintes liées à la forte précarité. Les habitants connaissent, dans leur majorité, une vie sociale assez stable, qu'ils soient actifs, chômeurs ou retraités. Ils participent à la vie du quartier, même si leur niveau de ressource est souvent très faible. Parallèlement, certains ménages, minoritaires, ont le sentiment de vivre un déclassement permanent et d'être « inutiles au monde » (Castel, 1996).

Pour simplifier, les aptitudes des habitants à organiser leur vie quotidienne et à se stabiliser dans le quartier dépendent d'abord de la place à laquelle ils se situent dans l'emploi, ensuite de la qualité de leur réseau social (familial, communautaire, ou associatif) et, enfin, de leurs capacités à réaliser leur projet de vie (vie professionnelle, ascension sociale, retour au pays ...). Localement cependant, les dynamiques d'intégration et l'intensité des liens sociaux sont affaiblies par l'hétérogénéité des ménages et par la probabilité d'une cohabitation conflictuelle, les jeunes étant le pôle le plus fréquent de cristallisation des conflits.

Les relations sociales et les initiatives d'une partie des habitants permettent de limiter les effets sociaux des situations les plus difficiles, ce qui est, somme toute, assez logique. La présence de *ménages actifs* ayant un emploi régulier y contribue bien

évidemment. Mais les *précaires* peuvent également contribuer à l'équilibre des quartiers quand ils parviennent à surmonter leurs propres difficultés. Les autres ménages pauvres, souvent peu mobiles, n'ont ni les aptitudes, ni les ressources suffisantes pour équilibrer les risques liés à la précarisation du travail. Les *pauvres actifs* ne peuvent tirer profit que d'une entraide limitée et les *fragiles* vivent avec le risque permanent d'une marginalisation sociale, tandis que les ménages en grande difficulté, isolés de leur entourage, sont effectivement marginalisés. Pour ces catégories, le logement apparaît comme un refuge sécurisant face aux agressions du monde extérieur, mais ce refuge est synonyme de retrait social.

Par conséquent, la première hypothèse émise dans l'introduction, selon laquelle le quartier est une ressource pour les ménages, semble validée. Cependant, cette ressource n'est pas suffisante, car les avantages qu'en tirent les ménages ne compensent que partiellement les désavantages résultant de l'irrégularité de l'activité et du chômage de longue durée.

Parmi les ménages *stables*, nous avons pu observer qu'une partie non négligeable n'avait guère de contact avec les populations en difficulté et semblait décidée à quitter le quartier. En Allemagne, cela concerne surtout les familles d'employés avec enfants, issues de l'immigration. En France, il s'agit plutôt des jeunes adultes actifs qui sont français d'origine ou qui ont acquis la nationalité française.

Le système social qui s'est élaboré péniblement dans les quartiers tendrait donc à s'éroder avec la fuite annoncée d'une fraction importante des plus stables, au risque de renforcer des micro-secteurs très défavorisés soumis à une forte stigmatisation sociale et incapables de constituer une vie de quartier autonome. Avec l'affaiblissement démographique, la poursuite des démolitions dans les grands ensembles et l'accélération des départs, on n'hésite plus à parler en France de la *fin des quartiers* et de la *ghettoïsation* d'îlots résiduels... De la sorte, on fait l'impasse non seulement sur les anciennes solidarités de voisinage, mais aussi sur l'attachement des individus au quartier et sur la sécurité qu'il procurait.

On a vu également que les structures communautaires et les réseaux ethniques permettaient ponctuellement de réduire les perturbations engendrées par le chômage et la précarité, surtout dans les quartiers allemands. La distance observée en France vis-à-vis des « immigrés » (maghrébins et africains surtout), dont les parents ou les grands parents ont subi la colonisation, conduit à plusieurs formes de discrimination : à l'embauche ou à l'accession au logement par exemple. En Allemagne où le passé colonial n'a plus de conséquence, la discrimination vis-à-vis des immigrés turcs ou asiatiques n'en est pas moins forte ; si leurs réseaux communautaires peuvent amortir la chute sociale d'un ménage, ils sont souvent trop faibles pour obtenir sa réinsertion (Ceylan, 2006).

En ce qui concerne les rapports à l'aide sociale et aux allocations, ils sont très différents dans les deux pays. Dans les quartiers français, les aides sociales sont revendiquées par tous ceux qui sont susceptibles de les obtenir. Leur nombre élevé

(une douzaine) compense les difficultés d'obtention de l'une ou de l'autre. Il en résulte une dépendance forte aux institutions sociales et la stabilisation d'une partie des ménages. En Allemagne, les aides à l'insertion sont de courte durée et moins sûres, le minimum social étant distribué de manière bureaucratique, souvent sans considération des aptitudes réelles des individus. Par ailleurs, nous avons constaté que, dans les quartiers allemands, les ménages précaires investissaient une énergie remarquable dans leurs réseaux et dans la recherche d'un emploi pour rester indépendants des institutions sociales – faisant apparaître d'autant plus la sujétion des pauvres actifs ou marginalisés à l'égard de ces aides. En dépit de cette dernière remarque, la seconde hypothèse émise en introduction selon laquelle les aides sociales instituent une relation de dépendance à l'institution se trouve confirmée. Au vu des réponses aux enquêtes, elle apparaît souvent plus forte en France qu'en Allemagne.

Enfin, force est de constater que, dans les deux pays, l'État Providence ne prend pas en charge le problème fondamental, celui de la précarisation du travail et du chômage de masse : les chômeurs se sentent obligés d'accepter des emplois précaires et souvent sans issue, et les jeunes sont de plus en plus renvoyés à leurs familles ou à leur milieu d'origine. Il est vrai que les processus de précarisation, même s'ils ne sont pas identiques d'un pays à l'autre, interfèrent fortement sur la vie des quartiers. Habiter dans un secteur dégradé et être chômeur ne sont pas des signes d'exclusion quand ces situations ne sont qu'une étape dans un processus dynamique. On ne saurait les confondre avec l'assignation à résidence et l'ancrage dans le non-travail. En ce sens, les facteurs explicatifs d'ordre exclusivement spatial sont insuffisants pour rendre compte de la situation réelle des ménages.

6 Références bibliographiques

- Bericht 2005 der Beauftragten der Bundesregierung für Migration, Flüchtlinge und Integration über die Lage der Ausländerinnen und Ausländer in Deutschland. Bonn : BMFSFJ.
- Bourdieu, Pierre. 1993 (dir). *La misère du monde*. Paris : Le Seuil.
- Callies, Oliver. 2003. *Nachbarschaft als Abseitsfalle ? Junge Arbeitlose und ihr Wohnviertel*. Hamburg: VSA.
- Castel, Robert. 1996. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris : Fayard.
- Ceylan, Rauf. 2006. *Ethnische Kolonien. Entstehung, Funktion und Wandel am Beispiel türkischer Moscheen und Cafés*. Wiesbaden: VS.
- Chamboredon, Jean-Claude et Madeleine Lemaire. 1970. *Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement*. Revue française de sociologie, XI-1 : 3–33.
- Diewald, Martin. 1991. *Soziale Beziehungen : Verlust oder Liberalisierung?* Berlin : Ed. Sigma
- DIFU (Deutsches Institut für Urbanistik) (éd.), 2002. *Die soziale Stadt. Eine erste Bilanz des Bundes-Länder-Programms « Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf – die soziale Stadt »*. Berlin : DIFU.
- Donzelot, Jacques. 1991 (dir.), *Face à l'exclusion, le modèle français*. Paris : Éditions Esprit.

- Dubé, François. 1987. *La Galère : jeunes en survie*. Paris : Fayard.
- Friedrichs, Ellen. 2003. *Alltagsrealitäten und Bewältigungsstrategien marginalisierter Jugendlicher. Eine qualitative Studie zu den Orientierungen und Perspektiven junger Menschen in einer Großwohnsiedlung*. Berlin: Logos
- Gestring, Norbert; Andrea Janssen, Ayça Polat. 2006. *Prozesse der Integration und Ausgrenzung. Türkische Migranten der zweiten Generation*. Wiesbaden : VS.
- Häußermann, Hartmut. 2003. *Armut in der Großstadt. Die Stadtstruktur verstärkt soziale Ungleichheit. Informationen zur Raumentwicklung*, 3–4: 147–159.
- Jahoda, Marie, Paul F., Lazarsfeld, Zeisel, Hans. 1975 (1933). *Die Arbeitslosen von Marienthal. Ein soziographischer Versuch*. Frankfurt/M.: Suhrkamp.
- Kronauer, Martin, Berthold Vogel, Frank Gerlach. 1993. *Im Schatten der Arbeitsgesellschaft. Arbeitslose und die Dynamik sozialer Ausgrenzung*. Frankfurt/M./ New York: Campus.
- Leclerc-Olive, Michèle, et Dominique Duprez. 1997. *Sociabilités et usages du quartier*. In : Collectif. *En marge de la ville, au cœur de la société: Ces quartiers dont on parle*. La Tour d'Aïfues: Éd. l'Aube.
- Le Jeannic, Thomas 2007, *On pardonne tout à son quartier sauf... l'insécurité, les dégradations, le bruit*. INSEE Première, 1133 (mai).
- Lompe, Klaus (Ed.), 1987. *Die Realität der neuen Armut. Analysen der Beziehungen zwischen Arbeitslosigkeit und Armut in einer Problemregion*. Regensburg: Transfer.
- Maurin, Éric. 2004. *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris : Seuil.
- Morris, Lydia. 1990. *Social Divisions. Economic Decline and Social Structural Change*. London: Univ. College of London Press.
- Neef Rainer, et Rolf Keim, sowie Alexandra Engel; Hervé Vieillard-Baron. 2007. *„Wir sind keine Sozialen“. Marginalisierung und Ressourcen in deutschen und französischen Problemvierteln*. Konstanz: UVK.
- Observatoire National. 2002. *Rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*. Paris : La Documentation Française.
- Offe, Claus. 2004. *« Pflichten versus Kosten : Typen und Kontexte solidarischen Handelns »*. In : Beckert, Jens, et al. (éd.s), *Transnationale Solidarität – Chancen und Grenzen*. Frankfurt/M.-New-York: Campus.
- ONZUS (Observatoire des zones urbaines sensibles). *Rapports 2004, 2005, 2006, 2007*. Paris: Délégation interministérielle à la Ville.
- Palomares, Elise, Hakim Rabhi, Patrick Simon. 2001. *Spatial Dimensions of Urban Social Exclusion and Integration – the Case of Paris, France*. Amsterdam: AME (URBEX series N°18).
- Pahl, Raymond E. 1990. *« Verteilungswirkungen informeller Arbeit »* In Rolf G. Heinze, Claus Offe (éd.s), *Formen der Eigenarbeit*. Opladen : Westdeutscher Verlag.
- Paugam, Serge. 1993. *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris, PUF :
- Paugam, Serge (dir), 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF
- Putnam R., R. Leonardi, R.Y. NANETTI. 1993. *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*: Princeton: Princeton University Press
- Stadt Kassel, 2007. *Fachstelle für Statistik, Auskünfte vom 9. bis 30.3.2007*
- Statistisches Bundesamt, 2006. *Deutschland in der E.U.* Wiesbaden
- Vieillard-Baron Hervé, R. Neef, R. Keim. 2001. *Les quartiers sensibles en France et en Allemagne : approche comparative*. Université Paris 8/ Soziologisches Seminar (Universität Göttingen). LOUEST, Contrat FAS (Fonds d'action sociale) – DFG, rapport final.
- Vieillard-Baron, Hervé. 2001. *Les banlieues, des singularités françaises aux réalités mondiales*. Paris : Hachette Supérieur.

- Villechaise-Dupont, Agnès. 2000. *Amère banlieue, les gens des grands ensembles*. Paris: Grasset/Le Monde.
- Wilson, William Julius. 1987. *The Truly Disadvantaged. The Inner City, the Underclass, and Public Policy*. Chicago: Univ. of Chicago Pr.

 **Edition
Soziothek**

Diplom-, Lizentiatsarbeiten,
Dissertationen und sozial-
wissenschaftliche Studien

Sozialwissenschaftlicher Fachverlag

eine Nonprofit-Organisation des Vereins Soziothek
und der Band Genossenschaft Bern

**Schauen Sie auf unserer Homepage vorbei
oder bestellen Sie unser Verlagsprogramm!**

Edition Soziothek, Riedbachstrasse 9, CH-3027 Bern
Tel. 0041 (0)31 994 26 94, www.soziothek.ch